Gérald Fortin (1928 - ?)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1965)

“Pour une politique régionale”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, “Pour une politique régionale”. Un article publié dans la revue *Socialisme 65, Revue du socialisme international et québécois*, no 6, printemps 1965, pp. 11-22. Montréal.

Texte reproduit dans l’ouvrage de Gérald Fortin, *La fin d’un règne*. Chapitre 10, pp. 205-216. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

M. Gérald Fortin (1928 - ?) était sociologue à l’Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d’ayant droit des œuvres de son père, l’autorisation de diffuser la totalité de l’œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l’Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 6 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec, Canada

Table des matières

[“Pour une politique régionale” \(1965\)](#)

“Pour une politique régionale”. Montréal : *Socialisme 65*, Revue du socialisme international et québécois, no 6, printemps 1965, pp. 11-22.

Texte reproduit dans l’ouvrage de Gérald Fortin, *La fin d’un règne*. Chapitre 10, pp. 205-216. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

[Les solutions](#)

“Pour une politique régionale”

Gérald Fortin, “Pour une politique régionale”. Un article publié originalement dans la revue *Socialisme 65*, Revue du socialisme international et québécois, no 6, printemps 1965, pp. 11-22. Montréal.

[Retour à la table des matières](#)

Le problème de la planification régionale est très complexe et le nombre de facettes pour l'aborder est très grand.

Il faudrait analyser les relations entre planification provinciale et régionale, examiner les grandes tendances de l'économie, réévaluer les structures politiques et les structures administratives, préciser la signification de la notion de participation, et de celle d'élite, examiner même la culture et la mentalité de ces élites et de la population pour en chercher l'orientation nouvelle qui serait nécessaire dans une planification vraiment démocratique.

Vouloir aborder tous ces points serait illusoire et vain car il nous faudrait les effleurer tellement rapidement que nous risquerions de tomber dans les banalités. Il est cependant un point qui nous semble de première importance dans l'élaboration d'une politique régionale : c'est de tenir compte des forces vives des régions qui s'organisent de plus en plus dans les conseils d'orientation régionaux. C'est pourquoi nous nous attacherons surtout à examiner ce phénomène nouveau qui est encore très peu connu et qui a encore moins été analysé rigoureusement.

Après avoir proposé quelques hypothèses relatives à l'émergence de ces nouvelles structures, nous examinerons deux dangers qui les menacent dès leurs premières démarches. Nous essaierons de plus de proposer quelques

éléments de solution qui pourraient déboucher sur une ébauche de politique régionale.

Il va sans dire que tous nos propos ne constituent qu'une première élaboration d'une problématique qui pour être utile devra forcément être beaucoup plus complète et systématique. Nous voulons au mieux présenter des jalons d'où pourrait jaillir une première discussion ouverte du problème.

La région a toujours été une entité sociologique importante dans la province de Québec. Aujourd'hui elle semble prendre une importance croissante, alors qu'on parle de plus en plus de planification ou d'aménagement régional. Il faut bien voir cependant que l'intérêt porté actuellement à la région est de nature très différente de celui qu'on lui portait traditionnellement.

Jusqu'à très récemment la région basait son unité sur un développement économique de type rural, sur l'homogénéité de son archevêché et de son collège classique, sur l'originalité de son parler et de ses coutumes, sur l'exaltation des notions de terroir et de petite patrie. Fière de son originalité, chaque région était dotée non seulement d'un nom, mais aussi d'un surnom qui la faisait passer au domaine du folklore. Des différences profondes se retrouvaient ainsi d'une région à l'autre, sur le plan économique aussi bien que sur le plan des mœurs et des modes de vie. L'accent était d'ailleurs mis sur ces différences par les élites locales, chaque région voulait garder son caractère propre même si cette fidélité à soi-même impliquait la continuation d'un état économique inférieur ou un niveau de vie moindre pour la population. Cette fidélité était d'ailleurs rendue plus facile par l'isolement relatif des régions les unes par rapport aux autres et la faible pénétration du modèle urbain métropolitain.

Depuis quelques années, une homogénéité croissante dans les besoins et les aspirations économiques des individus et des familles est venue changer la signification de la région. Alors que les différences économiques demeurent, les différences sur le plan des modes de vie désirés s'effacent de plus en plus vite par suite de la publicité de masse et des communications plus faciles.

Il suffit ici de rappeler très brièvement quelques conclusions de l'enquête sur les conditions de vie des familles salariées conduite par mon confrère Tremblay et moi-même : quel que soit le milieu de résidence, quelle que soit l'occupation du chef de famille, les biens qui sont jugés essentiels pour la famille sont les mêmes. De plus les besoins sont définis non seulement comme des biens souhaitables mais comme des biens auxquels on a droit. En justice toutes les familles croient avoir droit à un même panier de biens et de services quelle que soit la région où elles habitent. Devant cette pression des besoins, les élites régionales prennent de plus en plus conscience des déséquilibres entre les régions non plus cette fois pour les conserver mais pour les supprimer. À l'égalité des besoins doit correspondre l'égalité des ressources et du développement des ressources. Le sentiment qui anime les élites régionales est la justice et non plus la fierté. Le citoyen de Gaspé ou de Normétal est un citoyen à part entière qui a droit aux mêmes services et aux mêmes biens que celui de Montréal ou de Québec.

Cependant, les élites régionales ont compris que justice ne serait faite que si elle était réclamée de façon active, et que par ailleurs il ne suffit pas de compter sur les autres : il faut s'aider soi-même. Voulant voir le niveau de vie de la région atteindre celui de la métropole, on a créé et on crée à un rythme de plus en plus accéléré des conseils de développement ou d'orientation économique régionaux. Le Bas Saint-Laurent a battu la marche il y a 7 ans ; ont suivi, la Rive Sud, la région de Joliette, le Lac Saint-Jean, etc. Presqu'aucune région n'y échappe aujourd'hui, y compris la Basse Côte Nord.

Il s'agit d'un phénomène tout récent qui a une importance primordiale par rapport à la planification et au développement de la province. Spontanément, sans aide sérieuse de l'État ou de l'université, sans organisation centrale dotée de propagandistes, sans l'appui des journaux ou d'une campagne de presse et de publicité, presque en cachette et sans se consulter, la population, du moins une partie de la population, décide de prendre son sort en mains, de se donner des cadres, de réclamer la planification, et de poser des gestes concrets de collaboration régionale. Fait important, ces conseils se structurent en dehors des structures politiques locales ou régionales et parfois même contre elles. On peut se demander si, pour une fois, la population n'a pas devancé les paroles résonnantes des discours d'élection et si la planification qu'on lui promet d'en haut, elle n'est pas en train de la réaliser par en bas.

C'est là un phénomène sociologique assez conceptionnel non seulement dans notre milieu mais dans n'importe quelle société. Il témoigne d'une tension très forte entre le niveau économique et le niveau des valeurs, tension dont l'intensité a précipité une conscience collective orientée directement vers l'action. Conscience qui n'est d'ailleurs pas le seul fait des élites mais qui se retrouve dans l'ensemble de la population : qu'on vote créditiste ou qu'on parle de prendre les fusils et de marcher sur Québec (pas nécessairement sur les Anglais ou sur Ottawa) c'est la même conscience exacerbée qu'on retrouve. C'est peut-être une analogie boiteuse, mais l'apparition presque spontanée des conseils régionaux nous rappelle étrangement la naissance du syndicalisme ouvrier à la fin du XIX^e siècle.

Prenant leurs racines dans une conscience populaire, les conseils régionaux veulent être l'expression de cette conscience en même temps qu'un organisme efficace d'action. Ils témoignent d'une certaine analyse des problèmes et du désir de chercher des solutions nouvelles. Ces solutions d'ailleurs ne sont pas nécessairement définies totalement en termes d'une aide venant de l'extérieur. On est potentiellement conscient de la nécessité pour la population régionale de s'aider elle-même et de prendre ses propres responsabilités.

Force vive d'une planification véritablement démocratique, ces efforts risquent cependant, dans le contexte actuel, de rester de magnifiques feux d'artifice sans lendemain.

Une première pierre d'achoppement de ces nouveaux conseils régionaux est justement ce qui par ailleurs leur donne leur force et (on pourrait presque dire) leur beauté, c'est-à-dire leur spontanéité. Pour être efficace il leur faut dépasser ce stage du jaillissement naturel pour devenir un mouvement cohérent et concerté. Mouvement spontané c'est aussi un mouvement anarchique qui se développe sans méthode précise et sans but commun. Certains conseils

grouper 4 ou 5 comtés ; certains, un seul comté ; certains même, seulement 4 ou 5 municipalités. Certains se composent d'associations volontaires, d'autres de municipalités, d'autres encore d'individus. Les Chambres de commerce, l'U.C.C. ou les syndicats revendiquent tour à tour l'honneur de leur fondation et veulent assurer l'orientation. Le Conseil d'orientation de la Province, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'Agriculture, quelques universitaires épars, des compagnies privées de recherche servent tour à tour ou simultanément de conseillers auprès des conseils régionaux naissants. Leurs avis sont le plus souvent contradictoires et pour autant néfastes. Certains conseils réussissent à lever des fonds auprès de leurs membres, certains ont des octrois, certains n'ont aucun revenu. Lorsque des fonds sont disponibles ils sont souvent utilisés à mauvais escient pour des études futiles, ou pour des études de base que les services gouvernementaux devraient normalement être en mesure de fournir.

Ce ne sont là que quelques exemples de l'anarchie actuelle ; on pourrait en mentionner encore un grand nombre. Comment remédier à cette situation ? Les solutions sont à la fois nombreuses et urgentes :

1) Établissement par l'État d'un programme de recherches de base essentielles à l'aménagement régional. Dans la situation actuelle, une région qui désire organiser de façon rationnelle l'exploitation de ses ressources doit entreprendre plus de 80% des recherches de base qui lui sont essentielles : carte écologique, carte d'utilisation de sols, carte pédagogique, carte des vocations des sols, inventaire forestier, projection de population, projection de population active selon les qualifications, estimation des taux de chômage, détermination des zones d'influence, état de l'équipement industriel, commercial, récréatif, hospitalier, etc. Le problème est double : 1) déterminer ce qui est essentiel ou ne l'est pas ; 2) préparer un programme et obtenir les fonds nécessaires pour réaliser ce programme. Pour assurer la standardisation des données et ainsi les rendre utilisables non seulement pour la planification régionale mais aussi pour la planification provinciale, ce programme doit être réalisé par l'État, ou du moins contrôlé par lui. Cette première solution exige cependant :

- a) coopération positive de tous les ministères et de toutes les disciplines. Il est presque inutile d'insister sur ce point tant il paraît évident. Actuellement il n'y a pas seulement des rivalités de prestige entre ministères mais aussi duplication de recherches et d'efforts alors que des secteurs importants ne sont pas couverts. L'esprit de clocher doit disparaître non seulement dans la population mais aussi dans l'administration publique. La formation récente du Comité permanent de l'Aménagement des Ressources et de son sous-comité de l'aménagement du territoire est un premier pas dans ce sens. Espérons que son rôle deviendra de plus en plus important, préparant le terrain pour un futur ministère de la Planification.
- b) nécessité absolue de consacrer tous les efforts nécessaires afin que l'expérience de la région-pilote puisse servir de base à un programme réaliste. Dans l'établissement d'un programme cohérent de recherche l'expérience pratique est essentielle. Il faut donc considérer cette

région connue un laboratoire où seront éprouvées les techniques et où même les erreurs pourront devenir utiles. Laboratoire aussi où des techniciens acquerront l'expérience qui est nécessaire à une action efficace à long terme. Il y a à peine 2 ou 3 ans que l'on commence à penser planification dans la province de Québec. Il n'y a vraiment aucune tradition ou aucun maître que l'on puisse suivre à coup sûr. Il faut improviser partout et recréer pour notre contexte les concepts de base de la planification régionale ou autre. Tout en poursuivant en même temps plusieurs expériences parcellaires, je crois qu'il est essentiel d'en poursuivre au moins une dans toutes ses ramifications et en tirer une conclusion enrichissante pour l'avenir.

- c) formation accélérée de spécialistes pour effectuer ces recherches, d'où préoccupation prioritaire des universités dans ce sens et coordination de leurs efforts. Le personnel compétent manque non seulement au niveau de coordinateurs pouvant définir les orientations mais au niveau de professionnels compétents dans leur domaine et capables de travailler dans une aventure de planification (car c'est vraiment une aventure actuellement). Nous manquons d'ingénieurs, d'agronomes, d'économistes, de sociologues, de travailleurs sociaux communautaires, de spécialistes en administration publique, etc. Ici encore il faut collaboration et effort systématique pour éviter les dédoublements qui seront inévitables si les rivalités entre universités ne cèdent pas devant l'urgence de la tâche à accomplir.
- d) une certaine patience des autres régions. Cette patience devra s'exercer surtout en ce qui concerne la recherche, et devra s'exercer jusqu'à ce qu'un plan systématique soit élaboré et que les professionnels requis soient disponibles. Ceci ne veut pas dire qu'il faille tuer dans l'œuf les conseils naissants, au contraire. Un travail d'éducation est le premier travail à effectuer avec les conseils qui se forment. Nous y reviendrons plus loin en parlant du deuxième danger qui guette les conseils. De plus, à partir de leur connaissance intime du milieu, les membres des conseils avec un minimum d'aide, peuvent déjà procéder à une première analyse de leur région et à la préparation d'un plan provisoire de recherche et d'action. Enfin un bon nombre de recherches de base ont déjà été éprouvées au point de vue technique et au point de vue utilité soit par les ministères, soit par les chercheurs de la région-pilote ou d'autres régions. Ces recherches pourraient dès maintenant être généralisées à l'ensemble de la province et servir de base aux premières réflexions des nouveaux conseils régionaux.

2) Établissement de critères précis sur les structures les plus efficaces pour les conseils régionaux et pour les conseils zonaux et locaux qui pourraient en former l'infrastructure. Un premier point important à signaler à ce sujet, c'est qu'une superstructure régionale n'est pas suffisante pour canaliser toutes les énergies mises à nu par la conscience régionale. Pour reprendre notre analogie boiteuse, de même qu'une fédération syndicale doit s'appuyer sur des syndicats locaux, les conseils régionaux doivent se créer une infrastructure au niveau des sous-régions ou zones et même au niveau des localités. Il ne suffit pas, en effet, que les membres du conseil régional dépassent leur prise de

conscience existentielle des problèmes pour arriver à une compréhension rationnelle de ces problèmes et à une recherche de véritables solutions. Il faut que cette nouvelle conscience d'aménagement soit partagée par des leaders locaux et même l'ensemble de la population. C'est peut-être l'effort le plus considérable jamais vu d'éducation populaire au sens large, que l'aménagement nous demande d'entreprendre. Le minimum nécessaire pour réaliser cet effort est une structure qui permettrait d'intégrer en un ensemble cohérent la localité, la zone, la région et même la province.

Par ailleurs nous ne pouvons pas imiter servilement les expériences étrangères en ce domaine. Très peu de ces expériences ressemblent même de loin à ce qui se passe chez nous surtout en ce qui touche à la force de la conscience populaire. De plus, on ne peut plaquer arbitrairement des structures sur un milieu sans les avoir rendues fonctionnelles à ce milieu.

En plus d'établir certains critères relatifs à l'étendue territoriale de la région, au genre de membres qui doivent composer le conseil, il faut Prévoir toutes les ramifications des infrastructures nécessaires et une certaine programmation de l'action de ces structures.

Il faut aussi établir les relations qui devront exister entre, d'une part, ces structures locales et régionales, et d'autre part, les structures de pouvoir déjà existantes sur le territoire, municipalités, commissions scolaires, administration provinciale. Ces conseils demeureront-ils strictement consultatifs ou pourront-ils exercer certains pouvoirs. Lesquels ? Dans l'un ou l'autre cas, des mécanismes doivent être prévus. Le principal problème ici est de savoir si l'on peut garder un organisme qui est peut-être le seul organisme démocratique que nous ayions (du moins potentiellement), au seul niveau consultatif.

Pour répondre à ces questions il faudra :

- a) Une analyse poussée des structures existantes dans toute leur diversité, en comparaison avec ce qui se fait dans d'autres pays.
- b) Une analyse qui soit faite non seulement par des économistes, par des ingénieurs et par des urbanistes, mais bien par des spécialistes de l'action communautaire, de l'éducation des adultes, des sciences politiques, de la sociologie et du droit. Il s'agit là de problèmes précis qui supposent que tous les spécialistes concernés soient consultés. Il faudrait proposer une commission ou un comité permanent d'études pour analyser tous ces problèmes qui à mon sens incluent aussi ceux de la municipalité de comté et la municipalité métropolitaine. Ici encore l'expérience du B.A.E.Q. serait utile vu que près de la moitié des recherches sociologiques cherchent à apporter des matériaux pouvant servir à éclairer ces Problèmes. La formation à l'université d'un institut de développement serait aussi des plus utiles dans ce sens.
- c) Formation d'une équipe unique de conseillers pour les conseils. Il est en effet important que les avis qui parviennent aux conseils naissants et même à ceux qui existent depuis longtemps soient unifiés et convergent dans le même sens. Cette équipe pourrait être le comité proposé ou l'un de ses sous-comités permanents.

3) Aide gouvernementale aux conseils sous forme de spécialistes en action communautaire. Il ne suffit pas d'indiquer les meilleures structures, il faut que les conseils soient aidés par des animateurs permanents et qu'ils acceptent et souhaitent cette aide. Il s'agit ici d'animateurs spécialement formés à travailler au niveau des conseils. Leur tâche se situe non seulement au niveau des structures mais aussi au niveau des techniques de travail en groupe (nous reviendrons sur ce dernier point plus loin). De plus les conseils devront avoir à leur service des animateurs qui travailleront au niveau des comités ou conseils locaux et de zone. Le nombre de ces spécialistes de l'action communautaire devra être très grand d'ici quelques années. Il appartient à l'université de se donner les cadres nécessaires pour assurer leur formation.

4) Coordination au niveau régional des activités administratives de l'État. Il s'agit d'un point très complexe qui demanderait à lui seul un exposé rigoureux. Nous ne pouvons pas ici le traiter de façon systématique. Notons simplement que cette coordination découle normalement d'un programme cohérent de recherches de base et qu'elle est un prérequis à toute velléité d'aménagement régional. Avant d'exiger de la population une coordination des efforts, l'État doit réaliser cette coordination. Sinon, l'action de l'un sera constamment sabotée par l'action de l'autre. Il va sans dire que cette coordination régionale présuppose à la fois une certaine décentralisation administrative et une coordination au niveau provincial de l'action des ministères. Une deuxième caractéristique met en danger le succès de l'action des conseils régionaux : leur traditionnalisme. Issus spontanément du milieu, les conseils continuent très souvent à définir la situation en termes traditionnels malgré leur effort sincère de trouver des solutions neuves. Ils ne sont pas à blâmer car les autorités politiques les ont souvent encouragés dans cette voie lorsqu'elles ne les y ont pas forcés. Les déclarations des chefs politiques au sujet des programmes de développement régional ou rural ont souvent été faites pour des fins électorales. Plutôt que de laisser entrevoir les difficultés de l'aménagement ou du moins ses prérequis, on a plutôt fait miroiter l'efficacité à court terme. La publicité qui a accompagné la loi ARDA a été particulièrement dommageable à ce point de vue.

Même lorsque les déclarations officielles étaient bien orientées, les organisateurs politiques régionaux ont vite vu dans ces programmes des possibilités nouvelles de patronage et ont parfois cherché à noyauter les conseils de se créer du capital politique.

Ces tendances traditionnelles se manifestent sous plusieurs chefs :

- 1) L'action des conseils est souvent définie comme une action de groupe de pression pour obtenir des faveurs gouvernementales, ou la justice distributive, plutôt que comme une action de véritable participation à une planification régionale. Alors que les conseils devraient pouvoir tenir un véritable dialogue avec les spécialistes (fonctionnaires), ils s'en tiennent (ou sont tenus) à procéder par mémoires et délégations, par pressions auprès des députés, par lobbying auprès des fonctionnaires. Leur attitude n'est pas encore celle de personnes conscientes de leurs problèmes qui

viennent en discuter ouvertement et rationnellement. Elle est souvent celle de l'individu dépourvu qui vient quémander dans les couloirs.

Le tort n'est pas nécessairement du côté des conseils, mais plutôt du côté de l'attitude générale des partis qui tirent profit d'une telle conduite de dépendance et du côté de l'absence de structures préétablies qui tout en favorisant le dialogue public permettraient une véritable planification démocratique.

- 2) La planification désirée doit surtout permettre le plein emploi à court terme. On en vient ainsi parfois à préconiser des mesures qui ne sont que des emplâtres temporaires qui très vite peuvent aggraver le mal en dépit du soulagement temporaire. Cette attitude vient surtout de pressions de la population et de la conscience des déséquilibres. On est pressé de voir le chômage diminuer, les revenus augmenter. On appuiera tous les investissements qu'ils soient rentables ou non, qu'ils épuisent trop rapidement les ressources ou non.
- 3) La seule attitude vis-à-vis de la planification est souvent celle du conservatisme démographique. Dans plusieurs cas ce n'est pas la politique la plus efficace ni la plus réaliste. Ceci est relié au point précédent. Pour assurer un véritable développement régional il faut chercher l'équilibre optimum entre les ressources exploitées de façon rationnelle et la population.
- 4) Les membres de ces conseils ont pour la plupart une mentalité de leader local et non de véritable leader régional. Chacun y vient défendre son clocher, définissant les problèmes de la région en terme de sa municipalité, de son comté, ou de son association. C'est là une attitude normale dans une société basée sur les relations de type personnel et sur l'économie de la concurrence pure. C'est toutefois une attitude irréconciliable avec l'idée d'aménagement régional rationnel et d'efficacité économique. Que ce soit au point de vue des écoles, au point de vue des coopératives, au point de vue des centres commerciaux, une structure territoriale voulue doit être développée au niveau régional (notion de pôle). Toutes les municipalités ne peuvent être pôle. Consciemment certaines devront accepter qu'une seule de leurs rivales prenne le dessus. La rivalité devra être remplacée par la collaboration. La même chose est vraie au niveau des classes. La difficulté ici est que les décisions auxquelles on peut arriver par compromis engagent non seulement pour 3 ans comme dans une convention collective mais pour des périodes plus longues : 15-20 ans.
- 5) Les conseils ne sentent pas la nécessité de baser leur action sur des groupes plus restreints. C'est un point déjà traité auparavant, mais qui est fondamental. Le processus d'autodétermination et de compréhension des problèmes doit s'opérer non seulement par les associations régionales et les leaders régionaux mais doit être répété par tous les niveaux de la population.

Les solutions

[Retour à la table des matières](#)

- 1) Les partis politiques doivent cesser d'utiliser et d'encourager ces tendances traditionnelles. Ils doivent même faciliter à leurs organisateurs et à leurs partisans une action politisée au sein des conseils.
- 2) Les divers groupes (associations, municipalités) doivent apprendre à travailler ensemble à la recherche de solutions communes. C'est là un art difficile qui doit leur être enseigné par des animateurs permanents.
- 3) Le sens plénier de la participation de la population à l'aménagement et à la planification doit être approfondi. Ses implications non seulement au point de vue structure mais au point de vue changement de mentalité doivent être analysées et rendues explicites. C'est là une tâche qui doit être accomplie par des spécialistes compétents : sociologues, politicologues, et spécialistes de l'action communautaire. (Nous aurions besoin d'un autre article pour développer ce point.)
- 4) L'action gouvernementale dans la région doit tenir compte dans toute la mesure du possible des impératifs de la participation. Cela suppose coordination des actions gouvernementales au niveau de la région (nous l'avons déjà signalé) mais cela suppose aussi consultation et échange avec les conseils régionaux. Cela peut servir à la fois à instruire des conseils régionaux et à leur montrer la complexité de certains problèmes jugés trop faciles. Cela peut contribuer à mieux faire comprendre à l'administration la nature des problèmes locaux et du réalisme des solutions proposées.

La montée explosive des conseils régionaux nous pose un défi. Si nous savons le relever nous pouvons transformer toute la vie économique et politique de notre milieu. Si nous nous bouchons les yeux ou si nous décidons seulement de l'utiliser à des fins mesquines, un de nos plus réels espoirs sera noyé dans les méandres de la politicaillerie traditionnelle. Si, au contraire, nous reconnaissons tout le potentiel de ces conseils, la collaboration de l'État, des fonctionnaires, de l'université, des leaders régionaux, et de la population, cela permettra la canalisation efficace de ces nouvelles énergies vers une véritable planification provinciale aussi bien que régionale vers la découverte des structures d'organisations nouvelles qui sont nécessaires à cette planification.

Cette collaboration par ailleurs sans être imposée doit être provoquée activement par l'État. Elle sera essentielle à l'élaboration d'une véritable politique régionale que pour l'instant on peut au mieux espérer mais non pas définir.

Fin du texte